



**PRÉFET
DU CALVADOS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

REÇU EN PREFECTURE

le 28/03/2022

Application agréée E-legalite.com

OUISTREHAM

22_AV-014-2114 04884-2022 0324-ARR2022_185

23 MARS 2022

Courrier N°

**Service départemental d'incendie
et de secours du Calvados**

**PROCES-VERBAL
DE LA COMMISSION DE SECURITE
DE L'ARRONDISSEMENT DE CAEN**

ETABLISSEMENT : **PISCINE AQUABELLA
ERP N°E 488 00077 000**

OBJET : **MODIFICATION N° 2 DU PC CONCERNANT L'EXTENSION ET DE LA
REHABILITATION - PC N°014 488 19 R 0007 M02**

EXPLOITANT : **SOCIETE AQUABELLA – M. GILLES SERGENT**

COMMUNE : **OUISTREHAM**

ADRESSE : **ESPLANADE ALEXANDRE LOFI**

ACTIVITE(S) : **SPORTIVES**

TYPE(S) : **X** CATEGORIE : **5^{ème}**

Le 22 mars 2022, la commission de sécurité de l'arrondissement a procédé à l'examen du dossier de l'établissement ci-dessus mentionné.

En conclusion,

☒ La commission émet un avis :

**COMMISSION DE SECURITE
ARRONDISSEMENT DE CAEN**

AVIS FAVORABLE

à l'autorisation de travaux
PC N°014 488 19 R 0007 M02

☐ La commission ne peut se prononcer pour la raison suivante :
Absence d'un ou plusieurs documents ou Absence d'un ou plusieurs Membres (1)

Le Président,


Sandy VOYEN

Document annexe comportant... 6 feuillets et
extrait du compte rendu de réunion joints

(1) rayer la mention inutile



**PRÉFET
DU CALVADOS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

REÇU EN PREFECTURE

le 28/03/2022

Application agréée E-legalite.com

22_AV-014-2114 04884-2022 0324-ARR2022_185

**Service départemental d'incendie
et de secours du Calvados**

- ☐ Compte rendu
☐ Constat de carence
de la commission de sécurité
de l'arrondissement de CAEN

ETABLISSEMENT : **PISCINE AQUABELLA
ERP N°E 488 00077 000**

OBJET : **MODIFICATION N° 2 DU PC CONCERNANT L'EXTENSION ET DE LA
REHABILITATION - PC N°014 488 19 R 0007 M02**

EXPLOITANT : **SOCIETE AQUABELLA - M. GILLES SERGENT**

COMMUNE : **OUISTREHAM**

ADRESSE : **ESPLANADE ALEXANDRE LOFI**

ACTIVITE(S) : **SPORTIVES**

TYPE(S) : **X**

CATEGORIE : **5^{ème}**

Le 22 mars 2022, la commission de sécurité de l'arrondissement a procédé à l'examen du dossier de l'établissement ci-dessus mentionné.

RESUME DE LA REUNION :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....



**PRÉFET
DU CALVADOS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

REÇU EN PREFECTURE

le 28/03/2022

Application agréée E-legalite.com

22_AV-014-2114 04884-2022 0324-ARR2022_185

**Service départemental d'incendie
et de secours du Calvados**

N/Réf. : EH/SL/ 2022 – n°420 - Piscine Aquabella - Ouistreham
Affaire suivie par : Lieutenant Edern HELARY
Tél prévention : 02.31.43.40.80

DOCUMENT ANNEXE AU PROCES-VERBAL

Objet : Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public.
Modification numéro 2 du PC 014 488 19 R 0007, concernant l'extension et la réhabilitation de la piscine AQUABELLA - Esplanade Alexandre Lofi à Ouistreham - ERP N°E 488 00077 000

Réf. : **PC N° 014 488 19 R 0007 M02**

Avis sollicité par : Société Aquarella représentée par M. Gilles SERGENT.

Transmission de la Mairie en date 20/04/2021, reçue dans nos services le 03/02/2022 et enregistrée sous le n°420 attestant l'effectif du public reçu et de la levée de l'ensemble des prescriptions du PV de la commission de sécurité daté du 02/04/2019.

Transmission de la Mairie en date 21/06/2021, reçue dans nos services le 20/07/2021 et enregistrée sous le n°1737.

Par transmission visée en référence, l'avis de la Commission de sécurité de l'arrondissement de Caen a été sollicité pour le dossier cité en objet.

PREAMBULE

Le dossier présenté concerne le 2^{ème} modificatif du dossier PC, cependant, le modificatif n°1 n'a pas été transmis à la commission de sécurité et les éléments modifiés par ces 2 modificatifs, ne sont pas indiqués dans le dossier.

Des travaux d'extension de cet établissement ont été réalisés. Il semble que ce PC modificatif concerne une régularisation de travaux d'extension et de réhabilitation déjà effectués.

L'établissement ayant été ouvert au public, sans visite de réception prévue par l'article R. 123-45 du code de la construction et de l'habitation (CCH), est en **ouverture illégale**. En effet, conformément aux dispositions de l'article R. 123-46 du CCH, l'ouverture ne peut être autorisée par arrêté du maire **qu'après avis de la commission de sécurité compétente**. La fermeture des établissements exploités en infraction peut donc être ordonnée par le maire, ou par le représentant de l'Etat dans le département (article R. 123-52 du CCH)

De même, l'article R. 152-6 du CCH stipule que, « sans préjudice de l'application, le cas échéant, des peines plus fortes prévues est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe. Tout constructeur, propriétaire, exploitant qui ouvre un établissement au public sans les visites de contrôle prévues à l'article R. 123-45, 2^e alinéa, sans l'autorisation d'ouverture prévue à l'article R. 123-46. Dans ces deux cas, l'amende est appliquée autant de fois qu'il y a de journées d'ouverture sans visite de contrôle, sans autorisation ou sans déclaration d'ouverture. »

DESCRIPTION

Le projet initial avait pour objet l'extension et la réhabilitation de la piscine existante (PV du mardi 2 avril 2019) et prévoyait :

Après travaux la distribution intérieure traditionnelle établit de plain pied comprenant une partie couverte et un espace extérieur, permet d'obtenir :

Partie couverte composée de :

- Une entrée / accueil avec comptoir de 47.91 m².
- Un espace déchaussage / beauté de 20.57 m².
- Un bureau de 11.37 m².
- Un local de stockage de 14.91 m².
- Un vestiaire collectif filles de 11.80 m².
- Un vestiaire cabines de 21.40 m².
- Un vestiaire collectif hommes de 11.80 m².
- Un espace douches de 7.80 m² avec pédiluve d'accès à la halle bassin.
- Un local infirmerie / MNS de 18.76 m².
- Un local personnel de 2.10 m².
- Une chaufferie de 16.67 m² alimentée en gaz (puissance 1000 KW).
- Un local filtration de 40.70 m².
- Un local chlore de 2.03 m².
- Un local acide de 1.87 m².
- Une halle bassin de 375.95 m² avec un bassin d'apprentissage de 133.36 m².

Nota : La chaufferie et les locaux : filtration, chlore et acide possèdent leur propre dégagement.

La partie couverte accessible au public est évacuée au moyen de 5 dégagements : 3 de 2 UP et 2 de 3 UP.

Le passage de la halle bassin vers l'espace extérieur se fait par un édicule de verre dans lequel se trouve un toboggan.

Espace extérieur composé de :

- Un toboggan.
- Un solarium.
- Un espace jeux aquatiques de type splashpad.
- Des sanitaires hommes/femmes de 30.70 m² (un dégagement d'une UP).

L'espace extérieur est évacuée au moyen d'un dégagement de 3 UP.

L'établissement est implanté en zone côtière et urbaine et accessible par l'esplanade Alexandre LOFI sur plusieurs de ses façades.

La Défense extérieure Contre l'Incendie n'est pas précisée dans la notice de sécurité.

Le pétitionnaire propose l'utilisation du bassin comme réserve d'eau. Cette solution ne peut être retenue par la commission de sécurité, il sera demandé d'attester de la conformité de la défense extérieure contre l'incendie dans les prescriptions ci-après.

ELEMENTS DE SECURITE PREVUS PAR LE CONCEPTEUR

- ✓ Se reporter à la notice de sécurité et aux plans joints au dossier et enregistrés par nos services sous le n° 420.
- ✓ Le document CERFA signé et non daté (déposé en Mairie le 07.03.2019).

Eléments techniques prévus dans le PC initial n°014 488 19 R 0007 :

- ✓ Vu les éléments techniques suivants.

CONCEPTION ET DESSERTE

- Cloisonnement traditionnel.
- Façades accessibles.

ISOLEMENT PAR RAPPORT AU TIERS

- Une des façades (dont local chaufferie) se trouve à moins de 8 m d'un tiers. Les autres façades respectent cette distance d'isolement.

RESISTANCE AU FEU DES STRUCTURES

- Structure SF ½ heure.
- Toiture : type bac autoportant en tôles avec isolation.

LOCAUX A RISQUES PARTICULIERS

- Locaux à risques importants : Chaufferie CF 2 heures (**voir prescription**).
- Locaux à risques moyens : les différents locaux contenant les produits de désinfection CF 1 heure.

DEGAGEMENTS

- 2 dégagements de 3 UP.
- 3 dégagements de 2 UP.
- L'espace extérieur possède une sortie d'une UP.

AMENAGEMENTS INTERIEURS, DECORATION ET MOBILIER

- Revêtements de sol : Dfl-s2 ou M 4 et antidérapants (article X 16).
- Revêtements muraux : C-s3, d 0 ou M 2.
- Plafonds et faux plafonds des locaux : B-s3, d 0 ou M1 ou M 3 pour la halle bassin.
- Plafonds et faux plafonds des dégagements protégés : B-s1, d 0.
- Gros mobilier et aménagement : M 3.

DESENFUMAGE

- conforme – courrier daté du 04/11/2021 de l'organisme agréé APAVE (dossier n°420).

CHAUFFAGE, VENTILATION, GAZ

- Chauffage au moyen de 2 chaudières alimentées au gaz (puissance 1000 KW).
- Air pulsé dans la halle piscine.
- Radiateurs à eau chaude dans : accueil, vestiaires et espaces du personnel.
- Ventilation par CTA.

ELECTRICITE, ECLAIRAGE DE SECURITE

- Aux normes NFC 15-100 et NFC 17-100.

MOYENS DE SECOURS

- Moyens d'extinction : extincteurs à eau pulvérisée et à CO 2 adaptés aux risques particuliers.
- Alarme de type 4.

DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE PROPOSEE DANS LE PROJET

- Non précisée.

CALCUL DE L'EFFECTIF

Le dossier transmis par la Mairie le 20/04/2021, reçue dans nos services le 03/02/2022 et enregistrée sous le n°420 comprend une attestation concernant l'effectif du public reçu.

et

Sur déclaration du maître d'ouvrage, l'effectif est de 130 personnes en période hivernal et 195 personnes en période estival.

CLASSEMENT

L'établissement, du 2^{ème} groupe et de type X, est à classer en 5^{ème} catégorie.

Cet établissement relève des textes suivants :

- 1°) Code de la Construction et de l'Habitation (CCH).
- 2°) Arrêté du 25 juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP ;
- 3°) Arrêté du 22 juin 1990 modifié, portant approbation des dispositions complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP pour les établissements relevant de la 5^{ème} catégorie ;
- 4°) Arrêté du 23 juin 1978 modifié, relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public ;
- 5°) Des textes et normes en vigueur relatifs à l'emploi et à l'utilisation des matériaux et éléments de construction ;
- 6°) Des procès-verbaux émanant des différentes commissions.

Le responsable des travaux devra se conformer en tout point aux différents textes susvisés.

I) PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Rappel : Toutes les prescriptions du PV de la commission de sécurité datée du 2 avril 2019 sont reprises et leur réalisation est justifiée.

- 1°) Durant la durée des travaux, les constructeurs, propriétaires et exploitants sont tenus de respecter les mesures de préventions et de sauvegarde propre à assurer la sécurité des personnes. Ces travaux ne doivent, en aucun cas, faire courir un danger au public et apporter un gêne à son évacuation conformément à article R. 123-43 du Code de la Construction et de l'Habitation et à l'article GN 13 de l'arrêté du 25 juin 1980.
- 2°) Respecter les dispositions de l'article CO 28 de l'arrêté du 25 juin 1980 en isolant tous les murs de la chaufferie par un degré coupe-feu 2 heures y compris le mur situé en vis-à-vis du tiers situé à moins de 8 m de l'établissement (art. CO 28).
Suites données : levée - transmission de la Mairie en date 20/04/2021, reçue dans nos services le 03/02/2022 et enregistrée sous le n°420 attestant l'effectif du public reçu et de la levée de l'ensemble des prescriptions du PV de la commission de sécurité daté du 02/04/2019.
- 3°) Désenfumer la halle bassin conformément aux dispositions des articles DF 6 et DF 7 de l'arrêté du 25 juin 1980 ainsi que l'IT 246 de l'arrêté du 22 mars 2004. En effet la hauteur moyenne de plafond de la halle se situant à 3.90 m, il est nécessaire de la désenfumer (art. X 19).
Suites données : levée - transmission de la Mairie en date 20/04/2021, reçue dans nos services le 03/02/2022 et enregistrée sous le n°420 attestant l'effectif du public reçu et de la levée de l'ensemble des prescriptions du PV de la commission de sécurité daté du 02/04/2019.
- 4°) Rendre audible l'alarme de type en tout point de l'établissement conformément aux dispositions des articles MS 62 et MS 64 de l'arrêté du 25 juin 1980 (art MS).
Suites données : levée - transmission de la Mairie en date 20/04/2021, reçue dans nos services le 03/02/2022 et enregistrée sous le n°420 attestant l'effectif du public reçu et de la levée de l'ensemble des prescriptions du PV de la commission de sécurité daté du 02/04/2019.
- 5°) Le bassin d'apprentissage ne pouvant être retenu en tant que réserve incendie, annexer au registre de sécurité, un justificatif d'existence et de conformité de la défense extérieure contre l'incendie (DECI). A cette fin, il convient de prendre l'attache du service prévision du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Calvados - par courriel (deci@sdis14.fr) ou par courrier (S.D.I.S. 14 - Service Prévision des Risques - 25 Bd Maréchal JUIN - BP55044 - 14077 CAEN Cedex 5).

Suites données : levée - transmission de la Mairie en date 20/04/2021, reçue dans nos services le 03/02/2022 et enregistrée sous le n°420 attestant l'effectif du public reçu et de la levée de l'ensemble des prescriptions du PV de la commission de sécurité daté du 02/04/2019.

- 6°) Respecter les dispositions de l'article MS 48 de l'arrêté du 25 juin 1980 relatif à la formation des personnels en termes d'utilisation des moyens de secours et d'évacuation du public.
Suites données : levée - transmission de la Mairie en date 20/04/2021, reçue dans nos services le 03/02/2022 et enregistrée sous le n°420 attestant l'effectif du public reçu et de la levée de l'ensemble des prescriptions du PV de la commission de sécurité daté du 02/04/2019.
- 7°) Respecter les dispositions de l'article R. 143-44 relatif à la tenue à jour d'un registre de sécurité.
- 8°) Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui les concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation.
A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par des organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du ministre de l'intérieur et des ministres intéressés.
Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement (art. R. 143.34 du Code de la Construction et de l'Habitation).

NB : Ces prescriptions viennent s'inscrire en complément des mesures prévues dans la notice de sécurité.

Le préventionniste propose un avis favorable à la réalisation du projet.

II) DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE :

En application du Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI) du Calvados (Arrêté Préfectoral du 9 février 2017), cet établissement, dépourvu d'un système d'extinction automatique à eau, doit disposer d'un potentiel hydraulique de **120 m³**, utilisable en 2 heures (60 m³/h pendant 2 heures), assuré à partir de Points d'Eau Incendie (PEI) conformes aux dispositions du RDDECI du Calvados et de ses annexes.

Ces points d'eau doivent, en outre, être :

- Constamment accessibles par voie publique ou privée, permettant la circulation et l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie (art. R.111-5 du code de l'urbanisme).
- Implantés de sorte que tout risque à défendre soit à **200 m**, au plus, de l'un d'eux, par des voies utilement praticables aux engins des services de secours. Le complément éventuellement nécessaire doit être situé à moins de 400 mètres par les voies utilisables et la distance est ramenée à 60 mètres pour l'alimentation de chaque colonne sèche.
- En conformité avec les exigences opérationnelles déclinées en fonction de l'accessibilité des risques à défendre et validés par le SDIS 14. Le justificatif correspondant doit être annexé au Registre de Sécurité.
- Le 1/3 du Potentiel requis doit être délivré sous pression (minimum 60 m³/h).

Le Service Prévision des Risques se tient à votre disposition pour vous conseiller.

Courriel : deci@sdis14.fr

Téléphone : 02 31 43 40 72

Adresse : Service Départemental d'Incendie et de Secours du Calvados

Service Prévision des Risques - 25, Bd Maréchal Juin - BP 55044 -14077 CAEN Cedex 5.

III) RAPPEL REGLEMENTAIRE

Un plan schématique, sous forme de pancarte inaltérable, doit être apposé à chaque entrée de bâtiment de l'établissement pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers (art. MS 41 ou PE 27). Ces plans d'intervention, répondant à la norme NF X 08-070, représentent au minimum le sous-sol, le rez-de-chaussée, chaque étage ou l'étage courant de l'établissement et doivent indiquer, outre les

dégagements avec indication des différentes ouvertures, les éventuels « espaces d'attente sécurisés » et les cloisonnements principaux, l'emplacement :

- des divers locaux techniques et autres locaux à risques particuliers ;
- des dispositifs et commandes de sécurité ;
- des organes de coupure des fluides et sources d'énergie ;
- des moyens d'extinction fixes et d'alarme ;
- des canalisations et conduits dangereux (dont le risque pour les intervenants ne peut être supprimé par la mise en œuvre des organes de coupures précités : câbles d'installations photovoltaïques, canalisation de gaz, ...);
- et tout autre équipement ou information nécessaire à l'intervention des services de secours.

Des consignes précises conformes aux normes, constamment mises à jour, affichées sur des supports fixes et inaltérables doivent indiquer (art. MS 47 ou PE 27) :

- les modalités d'alerte des sapeurs pompiers (☎ 18) ;
- les dispositions à prendre pour assurer la sécurité du public et du personnel ;
- la mise en œuvre des moyens de secours de l'établissement ;
- l'accueil et le guidage des sapeurs pompiers.

Lors de chaque visite de la commission de sécurité, le registre de sécurité, les rapports de vérifications techniques réglementaires réalisés par des personnes ou organismes agréés, le certificat de conformité électrique, les consignes en cas d'incendie et les certificats d'homologation de laboratoire agréé pour les matériaux autres que traditionnels devront être mis à la disposition des membres de la commission de sécurité (art. R.143-37 et 38 du CCH- articles EL 19, GN 12, GE 2 à 10 du règlement de sécurité).

Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative qui vérifie leur conformité aux règles prévues à l'article L.143-1 (du Code de la Construction et de l'Habitation). Le dossier permettant de vérifier la conformité de ce projet doit respecter les dispositions de l'article R.143-22 du CCH.

Une demande de visite préalable à l'autorisation d'ouverture par la commission de sécurité compétente doit être adressée en mairie au moins 1 mois avant la date envisagée (article R.143-39 du Code de la Construction et de l'Habitation).

En application des articles R.122-7 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation, le présent dossier devra être transmis pour avis à la sous-commission accessibilité,
